



Doter le Canada d'un avantage concurrentiel

Mémoire prébudgétaire présenté au ministre des Finances James Flaherty,

par l'Association des universités et collèges du Canada,

le 18 novembre 2009

Association des universités
et collèges du Canada



Association of Universities
and Colleges of Canada

Sommaire

Contrairement à la plupart des pays, le Canada s'en est bien tiré pendant la récession mondiale, mais il se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les changements démographiques qui se profilent à l'horizon auront un effet sur ses perspectives économiques, et l'innovation et la productivité prendront encore plus d'importance qu'actuellement.

Former une main-d'œuvre hautement scolarisée et qualifiée et stimuler la capacité des Canadiens de créer, d'innover et d'inventer constituent les meilleurs moyens d'assurer la productivité, la croissance économique et la prospérité à long terme. Résultat de l'accroissement des demandes d'admission, les effectifs étudiants atteindront des nombres records cette année. Les universités représentent un secteur d'activité qui se chiffre à 30 milliards de dollars, répond aux besoins de plus de 1,5 million d'étudiants et embauche au-delà de 150 000 professeurs et autres membres du personnel. L'AUCC se réjouit de l'engagement du gouvernement fédéral de protéger les transferts aux provinces, qui fournissent un financement essentiel aux activités courantes des universités, malgré les difficultés financières auxquelles se heurte le Canada.

L'ensemble du milieu universitaire est d'avis que l'accroissement des investissements consacrés à la recherche universitaire et à l'amélioration de l'accès aux études supérieures, en particulier pour les étudiants étrangers et les Autochtones, stimulera la reprise économique du Canada, améliorera sa position concurrentielle au sein de l'économie mondiale axée sur l'innovation et l'aidera à relever les défis imminents relatifs à la démographie et à la productivité.

Dans le contexte actuel, tout nouvel investissement fédéral doit permettre d'améliorer les perspectives économiques à court et à long terme du Canada. Nos propositions visent autant le court que le long terme. Tablant sur les mesures annoncées dans le plan d'action économique du Canada, comme le Programme d'infrastructure du savoir, ainsi que sur des investissements consacrés à des initiatives comme le programme de Chaires d'excellence en recherche du Canada (CERC), le programme de bourses Vanier et la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), elles permettront de mieux préparer le Canada à livrer une concurrence efficace et à prospérer au sein de l'économie mondiale. Des investissements stratégiques réalisés dès maintenant stimuleront la croissance et la prospérité économiques requises pour maintenir les autres secteurs d'investissements publics.

« Nous pouvons nous attendre à ce que les emplois de l'avenir dépendent encore plus de nos secteurs scientifiques et technologiques. Attirer et conserver ces emplois exigent que nous prenions dès aujourd'hui des décisions avisées à long terme. »

- **Stephen Harper, premier ministre du Canada**

« Nous ferons les investissements nécessaires pour donner à la communauté scientifique canadienne les moyens de contribuer à une plus grande prospérité des personnes et des familles dans l'ensemble du pays. En cette période d'incertitude économique, notre gouvernement mise sur l'innovation pour permettre à notre économie de se rétablir rapidement des effets du ralentissement économique mondial, de créer des emplois et d'instaurer la prospérité pour l'avenir. »

- **James Flaherty, ministre des Finances**

L'AUCC recommande au gouvernement dans le budget de 2010 :

- d'accroître de façon considérable les investissements dans la recherche universitaire par l'entremise des trois organismes subventionnaires de recherche fédéraux. Des augmentations annuelles de 400 millions de dollars pendant les deux prochaines années seraient suivies par des augmentations de 228, de 249 et de 270 millions de dollars au cours des trois années suivantes afin de renforcer considérablement la capacité du Canada à former une main-d'œuvre créative et compétente et à générer des découvertes, des produits et des services novateurs qui amélioreront sa productivité;
- d'investir dans une stratégie de recrutement d'étudiants étrangers à raison de 20 millions de dollars par année pendant cinq ans;
- d'accroître les possibilités en matière d'études universitaires pour les Canadiens autochtones en augmentant l'aide financière à l'intention des étudiants autochtones, en investissant dans les programmes et services universitaires destinés aux étudiants autochtones et en créant un fonds destiné à des projets pilotes qui permettront aux universités d'œuvrer avec les collectivités autochtones à l'augmentation des taux de réussite des élèves aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire. Pour la première année, l'AUCC recommande l'attribution d'un nouveau financement de 65 millions de dollars assorti d'une augmentation annuelle de 55 millions de dollars pendant les quatre années suivantes.

« Nous savons que les découvertes d'aujourd'hui engendrent les emplois de demain, et c'est pourquoi nous considérons le financement de la recherche comme un investissement dans l'innovation et la création d'emplois et comme une façon de contrer les conditions économiques difficiles. »

- **Tony Clement, ministre de l'Industrie**

Créer de la richesse et du savoir pour relever les défis économiques et démographiques

L'économie canadienne traverse une période de profonds changements. De nombreux emplois traditionnels dans le secteur primaire et le secteur manufacturier sont en voie de disparaître. L'an dernier, cependant, il s'est créé au Canada 60 000 nouveaux emplois exigeant un diplôme universitaire, alors qu'il se perdait 390 000 emplois dans l'ensemble du marché du travail.

Le Canada dépend depuis longtemps de l'accroissement démographique pour stimuler sa croissance économique. Au cours des dernières décennies, une augmentation importante du PIB a été accompagnée d'une hausse marquée du nombre de travailleurs, tant en chiffres absolus qu'en proportion de la population. Cette situation va bientôt changer du tout au tout.

Les changements démographiques au pays entraîneront d'énormes défis et contraintes pour la croissance économique. Dans moins de 10 ans, la population active des 25 à 64 ans commencera à décliner, tandis qu'au cours des 50 prochaines années, la proportion de la population âgée de 65 ans et plus doublera.

Comptant sur la situation démographique pour stimuler la croissance économique, les Canadiens n'ont pas pris suffisamment au sérieux les questions de productivité et de production de richesse. Le PIB par habitant du Canada est de 8 500 de dollars inférieur à celui des États-Unis. Les pays qui faisaient moins bonne figure que le Canada à ce chapitre le rattrapent et, dans certains cas, sont en voie de le dépasser.

Pour remédier à la situation et veiller à ce que les Canadiens puissent maintenir et améliorer leur niveau de vie, il faut accroître la productivité et un de ces éléments clés, l'innovation. La conception de produits et de processus novateurs aidera les Canadiens à travailler plus intelligemment, donc à produire et à gagner plus pour chaque heure travaillée. L'innovation permettra également de générer des façons nouvelles et encore plus rentables d'offrir des services de santé et des services sociaux à une population vieillissante sans faire de compromis sur la qualité.

Il est de plus en plus reconnu que les pays qui investissent massivement dans l'éducation, la recherche et l'innovation émergeront de la récession mondiale en bien meilleure position pour relancer le développement social et économique. Un séminaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), tenu en février 2009, a permis de conclure que « les réformes visant à stimuler l'innovation dans un contexte de réformes plus vastes pour régler la crise peuvent aider les pays à sortir de cette crise plus forts qu'avant et à les mettre sur la voie d'un développement plus durable ».

Le Canada se trouve en bonne position pour procéder à des investissements dans l'innovation et le savoir et devenir un chef de file dans le nouvel ordre économique. Le Canada affiche proportionnellement les ratios de dette et de déficit sur le PIB les plus faibles de tous les pays du G8. Cette année, son ratio de déficit sur le PIB devrait se chiffrer à 3,7 pour cent, soit bien en-deçà du sommet de 5,6 pour cent atteint lors de la récession du début des années 1990. Le Canada possède des systèmes d'éducation et d'innovation solides dans lesquels investir. Dans sa situation financière actuelle, le Canada doit faire des choix stratégiques pour stimuler la croissance économique à court et à long terme.

« Maintenir nos investissements en sciences, en technologie et dans l'innovation nous aidera à nous remettre rapidement du ralentissement économique mondial actuel. [...] L'heure est venue de passer à la vitesse supérieure. »

-Conseil des sciences, de la technologie et de l'Innovation

Les sciences et la technologie – et les innovations qu'elles génèrent – sont particulièrement importantes pour le Canada en ce moment de notre histoire, car nous devons faire davantage pour augmenter notre productivité.

- Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada (Stratégie fédérale en matière de sciences et de technologie)

Il y a consensus au pays sur le fait que le Canada doit faire plus pour promouvoir l'innovation et la productivité, comme le révèlent des rapports des organismes suivants :

- Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation;
- Conseil des académies canadiennes;
- Groupe d'étude fédéral sur les politiques en matière de concurrence;
- Conférence Board du Canada

Investir dans les compétences en recherche et en innovation

Le Canada se situe largement sous la moyenne des pays de l'OCDE en ce qui a trait aux investissements en recherche-développement (R-D). Son secteur universitaire se compare avantageusement à celui d'autres pays sur le plan du nombre de projets de recherche, mais le secteur privé n'investit pas suffisamment dans la R-D pour livrer concurrence aux chefs de file mondiaux. La contribution qu'apportent les universités à l'économie canadienne grâce à la R-D et à la formation des étudiants se révélera essentielle au cours des prochaines années. En effet, les deux tiers des titulaires de doctorat et 95 pour cent des titulaires de maîtrise travaillent à l'extérieur du milieu universitaire et contribuent directement à la productivité des secteurs privé, à but non lucratif, communautaire et public.

Grâce aux investissements réalisés par le gouvernement fédéral au cours de la dernière décennie, le Canada possède un système universitaire solide sur lequel il peut miser. Les fonds considérables investis récemment dans le Programme d'infrastructure du savoir et la FCI rendent son infrastructure de recherche encore plus attrayante. Les universités canadiennes peuvent attirer et retenir les meilleurs chercheurs grâce aux programmes phares des organismes subventionnaires de recherche comme le Programme des chaires de recherche du Canada, le Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier, le Programme des bourses d'études supérieures du Canada et les Chaires d'excellence en recherche du Canada. Au cours des 10 dernières années, ces investissements ont contribué à hausser de 60 pour cent les inscriptions aux cycles supérieurs.

Cette croissance des effectifs est essentielle pour l'avenir du Canada. Depuis toujours, le Canada décerne moins de diplômes de maîtrise et de doctorat que les États-Unis, une situation largement responsable de l'écart au chapitre du PIB par habitant entre les deux pays. Si le Canada parvenait à former autant de diplômés aux cycles supérieurs que les États-Unis, il verrait son PIB par habitant augmenter de 2 000 dollars. Pour y parvenir, il faut attirer davantage d'étudiants dans les programmes de maîtrise et de doctorat et veiller à offrir des possibilités intéressantes aux diplômés.

Pour tirer pleinement parti du potentiel de ces nouveaux talents et des nouvelles installations à la fine pointe :

l'AUCC recommande au gouvernement fédéral d'augmenter ses investissements dans les trois organismes subventionnaires de recherche fédéraux de 400 millions de dollars par année au cours des deux prochaines années, puis de 228, de 249 et de 270 millions de dollars pendant les trois années suivantes.

Ces nouveaux fonds serviraient à financer les frais directs de la recherche, les frais de soutien de la recherche engagés par les établissements et les bourses postdoctorales.

« L'engagement de notre gouvernement à l'égard des sciences et de la recherche n'a pas vu le jour avec le Plan d'action économique du Canada, et il ne s'arrêtera pas là. »

– **Gary Goodyear, ministre d'État (sciences et technologie)**

Nouveau lauréat d'un prix Nobel et géographe, James Ford, de l'**Université McGill**, intègre les sciences sociales, physiques et de la santé à ses travaux de recherche sur la sécurité alimentaire dans le Nord. En 2007, M. Ford a reçu le Prix jeunes innovateurs du gouvernement du Canada.

« La principale raison de se doter d'une vision dans le financement de la recherche est d'attirer les meilleurs chercheurs de partout dans le monde. Une fois au Canada, ils peuvent former la prochaine génération de titulaires de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat, y compris la crème des étudiants étrangers. Tout part de ça. »

– **Mike Lazaridis, président et codirecteur de Research in Motion**

Frais directs de la recherche

La plus grande part des nouveaux investissements servira à financer les subventions de recherche accordées par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). L'AUCC se réjouit de la collaboration croissante entre les trois organismes subventionnaires. En soupesant comment répartir les subventions directes de recherche, le gouvernement pourrait en profiter pour corriger l'écart grandissant entre les organismes, étant donné que beaucoup de problèmes de la société actuelle nécessitent à la fois des interventions sur les plans scientifique et social.

Selon les nouveaux modèles d'innovation, les chefs de file accordent davantage d'importance à l'apport des sciences humaines et sociales.

L'AUCC recommande que le financement des subventions de recherche passe d'un peu plus de 1,5 milliard de dollars en 2009-2010 à près de 2,6 milliards de dollars en 2014-2015. Près de la moitié de l'augmentation aurait lieu au cours des deux premières années.

Cet investissement est nécessaire afin de faciliter la transition économique en cours et de préserver la capacité concurrentielle et de collaboration du Canada au sein de l'économie du savoir mondiale en constante expansion. Malgré la crise économique mondiale, d'autres pays haussent leurs investissements dans l'innovation :

- Dans le cadre d'un ensemble de mesures de relance économique aux États-Unis, les National Institutes of Health (NIH) ont reçu une enveloppe de 10,4 milliards de dollars sur deux ans et la Natural Science Foundation (NSF) une enveloppe de trois milliards de dollars, en plus de voir leur budget de base augmenter. La moitié des fonds de relance destinés au programme scientifique des NIH avaient déjà été accordés à des projets de recherche en septembre 2009.
- Selon l'OCDE, les dépenses totales en R-D du Canada et de la Chine étaient pratiquement équivalentes en 1995, et les investissements du Canada en recherche universitaire étaient plus de deux fois supérieurs à ceux de la Chine. En 2007, les dépenses totales de la Chine étaient quatre fois supérieures à celles du Canada, et la Chine déclassait le Canada au chapitre des investissements en recherche universitaire.
- Selon son septième programme-cadre (PC7), en 2013, l'Union européenne consacra à la recherche un montant près de deux fois supérieur à celui de 2007.
- Dans le cadre de son pacte sur l'enseignement supérieur, le gouvernement fédéral allemand portera le financement des sciences et de l'enseignement supérieur à 18 milliards d'euros (environ 28 milliards de dollars canadiens) au cours des 10 prochaines années.
- Dans son budget de 2009, l'Australie a haussé de 25 pour cent les fonds consacrés à la recherche et à l'innovation.
- Cette année, le gouvernement de l'Inde a accru de 40 pour cent le budget de l'enseignement supérieur.
- Le Royaume-Uni a pour sa part annoncé qu'il maintiendra l'augmentation sur 10 ans des investissements en sciences annoncée en 2004.

La recherche universitaire apporte déjà une contribution énorme à l'économie canadienne. De tous les pays du G7, le Canada est celui dont les universités attirent les investissements en R-D les plus élevés de la part du secteur privé. Depuis 10 ans, les contrats de recherche conclus avec des entreprises d'ici et de l'étranger ont plus que doublé en nombre et en valeur. Les parcs universitaires scientifiques et de recherche accueillent plus de 950 entreprises et centres de recherche de haute technologie qui emploient au-delà de 39 000 personnes et qui rapportent annuellement plus de 3,8 milliards de dollars à l'économie nationale. Les universités tiennent à collaborer

La recherche universitaire : des résultats pour le Canada

L'œuf enrichi d'oméga-3 est issu de travaux de recherche menés à la **University of Guelph** grâce à des fonds fédéraux et provinciaux. En plus d'améliorer la santé des Canadiens, cette recherche crée des emplois à Guelph.

Le plus important institut de recherche sur le givrage et le dégivrage se trouve à l'**Université du Québec à Chicoutimi**. Chaque fois qu'un avion subit un dégivrage, c'est grâce à la recherche universitaire.

Des technologies de compression de la voix actuellement utilisées dans plus de trois milliards de téléphones cellulaires partout dans le monde ont été mises au point et commercialisées à l'**Université de Sherbrooke**, ce qui a donné lieu à la création d'entreprises dérivées, à des inventions et à près de 600 demandes de brevets.

Touchant un homme sur quatre et une femme sur 10 après 35 ans, l'apnée du sommeil peut causer de l'hypertension artérielle ou encore des maladies ou de l'insuffisance cardiaque. La recherche sur l'apnée du sommeil effectuée à la **University of Calgary** a mené à la conception de nouveaux produits thérapeutiques et à la création d'une entreprise qui a généré des recettes de 160 millions de dollars.

Pour obtenir d'autres exemples, visitez http://www.aucc.ca/policy/index_f.html.

avec le secteur privé et le gouvernement fédéral pour favoriser l'application des idées depuis le laboratoire jusque sur le marché.

La recherche universitaire touche les Canadiens dans tous les aspects de leur vie quotidienne. Les investissements que recommande l'AUCC en tiennent compte et produiront des retombées socio-économiques grâce aux découvertes et à la capacité d'innovation supplémentaire que les diplômés apporteront à tous les secteurs de l'économie. Ces nouveaux investissements serviront à promouvoir des secteurs constituant des points forts de la recherche tout en soutenant la recherche évaluée par les pairs et axée sur les découvertes dans une vaste gamme de domaines. Nous connaissons nos plus grandes forces aujourd'hui, mais ignorons toutefois d'où naîtront nos prochaines grandes découvertes et dans quel secteur nous excellerons demain.

Une hausse marquée des investissements dans les frais directs de la recherche présente de nombreux avantages qui se matérialiseront aussi bien à court qu'à long terme :

- Les résultats des projets de recherche contribueront à résoudre les difficultés économiques, sociales, sanitaires et démographiques du Canada;
- les chercheurs canadiens seront mieux outillés pour livrer concurrence à leurs collègues étrangers et collaborer avec eux;
- les subventions de recherche fournissent les moyens requis pour former les étudiants aux cycles supérieurs, cultivant ainsi les compétences novatrices qui permettront d'alimenter les changements et la croissance de l'économie;
- l'augmentation des fonds consacrés aux subventions de recherche permettra d'exploiter à leur plein potentiel les installations financées par le Programme d'infrastructure du savoir et la FCI;
- les investissements dans les subventions de recherche aideront les universités à se démarquer de celles des autres pays afin d'attirer et de retenir des professeurs et des étudiants;
- les investissements en recherche stimuleront l'innovation et la croissance pour créer la prospérité nécessaire au maintien des autres secteurs d'investissements.

Financement des frais de soutien de la recherche engagés par les établissements

Les frais de soutien de la recherche engagés par les établissements, qui comprennent les frais permettant de maximiser les retombées de la recherche (gestion de la propriété intellectuelle et transfert des technologies), de respecter la réglementation et les normes de sécurité (comités d'éthique, production de rapports), de maintenir les ressources essentielles à la recherche (bibliothèques, réseaux informatiques, gestion et rapports financiers) ainsi qu'à la gestion du processus de recherche, s'élèvent à au moins 40 pour cent des frais directs de la recherche. Le Programme des coûts indirects, dont la valeur se chiffre à 325 millions de dollars par année, couvre une partie de ces frais, pour un taux de remboursement moyen d'environ 23 pour cent.

Dans beaucoup d'autres pays, le remboursement intégral des frais de soutien de la recherche engagés par les établissements est considéré comme une responsabilité fondamentale des bailleurs de fonds. Les principaux concurrents du Canada sur le plan du financement de la recherche et de la course aux talents, soit les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et l'Australie, remboursent les frais de soutien de la recherche à des taux allant de 40 à 60 pour cent des subventions de recherche. La seule exception est l'Australie, mais le gouvernement a annoncé qu'il instaurera un taux de remboursement de 50 pour cent d'ici 2014. Même en tenant compte du soutien offert par des programmes comme le Fond d'exploitation des infrastructures de la FCI, les universités canadiennes sont désavantagées comparativement à leurs concurrentes étrangères.

« Beaucoup de nos concurrents investissent davantage dans la recherche publique et remboursent une plus grande part des frais de soutien de la recherche engagés par les établissements. L'objectif du gouvernement est de hausser le financement des frais de soutien de la recherche au taux de remboursement de 0,50 \$ pour chaque dollar versé en subventions de recherche d'ici 2014. »

– *Powering Ideas: An Innovation Agenda for the 21st Century*
(Gouvernement de l'Australie)

L'AUCC recommande que le financement du Programme des coûts indirects soit haussé de 0,40 \$ pour chaque dollar supplémentaire accordé aux frais directs.

Selon cette proposition, le financement du Programme des coûts indirects passerait de 325 millions de dollars actuellement à 738 millions de dollars en 2014-2015. Cette hausse permettrait de porter à plus de 35 pour cent le taux de remboursement moyen. Le Canada serait alors en bonne voie d'atteindre le taux de 40 pour cent requis pour couvrir les frais réels et être concurrentiel sur la scène internationale.

En plus de rendre les universités canadiennes plus concurrentielles, la hausse du financement des frais de soutien de la recherche engagés par les établissements permettra de réduire l'interfinancement qui a cours actuellement. En puisant dans le budget de fonctionnement pour couvrir les frais de soutien de la recherche qu'elles engagent, les universités doivent repousser d'autres investissements qui permettraient d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'activité savante. En utilisant le taux de 40 pour cent comme mesure de base, les frais de soutien de la recherche engagés par les établissements qui ne sont pas remboursés à l'heure actuelle totalisent 240 millions de dollars annuellement. La hausse du financement des frais de soutien de la recherche permettrait notamment aux universités de réduire la taille des classes et d'améliorer la qualité de l'enseignement au premier cycle.

Aide aux boursiers postdoctoraux

Les boursiers postdoctoraux jouent un rôle déterminant dans le système d'innovation du Canada. Ces titulaires de doctorat très talentueux en sont au début de leur carrière; ils effectuent de la recherche de pointe et de l'activité savante sous la supervision de professeurs. La R-D canadienne dépend des travaux d'avant-garde auxquels ils participent et du rôle qu'ils jouent dans la formation des étudiants aux cycles supérieurs. Les boursiers postdoctoraux forment la prochaine génération de chercheurs universitaires. Par leur présence dans les universités canadiennes, ils peuvent faciliter le recrutement pour les universités, l'industrie et d'autres entreprises axées sur le savoir.

Comme leurs compétences sont prisées partout dans le monde, il est important d'investir afin de retenir au Canada les jeunes étudiants aux cycles supérieurs et les chercheurs postdoctoraux talentueux de plus en plus nombreux dans une vaste gamme de disciplines.

L'AUCC recommande de créer un nouveau programme d'aide aux chercheurs postdoctoraux sous l'égide des organismes subventionnaires. L'investissement total s'élèverait à 50 millions de dollars en 2010-2011 et à 100 millions annuellement par la suite.

Ce nouveau programme aiderait financièrement quelque 750 chercheurs postdoctoraux la première année et quelque 1 500 les années suivantes. Chaque boursier serait admissible à recevoir environ 65 000 de dollars par année pendant deux ans.

Le Canada bénéficiera des retombées de cet investissement, car les chercheurs postdoctoraux mènent des recherches utiles et perfectionnent leurs compétences qu'ils mettront ensuite à profit dans les secteurs privé, public, éducatif et à but non lucratif. Les titulaires de doctorat resteront en plus grand nombre au Canada et contribueront au bien-être de la société au lieu d'être attirés par les occasions offertes à l'étranger dans un monde de plus en plus axé sur le savoir.

« L'adoption de la méthode des frais globaux a amélioré la capacité des universités à couvrir les coûts de la recherche qu'elles effectuent et leur a permis de faire un pas de plus vers la viabilité financière à long terme. »

– *Higher Ambitions: the future of universities in a knowledge economy*
(UK Department for Business, Innovation and Skills)

Un étudiant postdoctoral de l'**Université d'Ottawa**, en partenariat avec Spartan Bioscience, a mis au point un dispositif d'analyse de l'ADN abordable et adapté qui permet aux médecins de diagnostiquer, en 30 minutes à peine, certaines infections virales parfois mortelles.

Recrutement d'étudiants étrangers

En attirant des étudiants étrangers au Canada, les universités donnent aux Canadiens l'occasion d'être en contact avec une population hautement qualifiée et des idées provenant du monde entier.

Les étudiants étrangers produisent de nombreuses retombées pour le Canada. Leur présence dans les collectivités du pays a des répercussions immédiates et considérables sur l'économie. Selon un rapport publié récemment par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international :

- les étudiants étrangers injectent 6,5 milliards de dollars par année dans l'économie canadienne : frais de scolarité, frais divers, achat de livres, frais d'hébergement et achat de nourriture, transport et dépenses facultatives; ;
- les étudiants étrangers créent plus de 83 000 emplois directs pour les Canadiens;
- les étudiants étrangers gonflent les revenus des gouvernements de plus de 291 millions de dollars.

Les services d'éducation constituent pour le Canada le plus important secteur d'exportation vers la Chine (1,3 milliard de dollars), le deuxième en importance vers la Corée du Sud (846 millions de dollars) et le troisième en importance vers la France (263 millions de dollars).

Le Canada profite de la présence des étudiants étrangers, qu'ils choisissent de rester ici ou de retourner dans leur pays d'origine pour y mettre à profit leur expertise et leur savoir. Ceux qui choisissent de s'établir au Canada viennent gonfler les rangs des diplômés qualifiés dont le pays a besoin pour accroître son rendement économique et faire face à un ralentissement démographique. Depuis 1996, plus de 100 000 immigrants – dont un grand nombre sont initialement venus avec un visa d'étudiant – ont obtenu leur plus haut grade d'une université canadienne. Ils gagnent aujourd'hui un salaire plus élevé que les immigrants qui ont obtenu leurs diplômes universitaires à l'étranger. Le recrutement d'étudiants étrangers représente un des moyens les plus efficaces d'attirer les immigrants qualifiés et talentueux dont le marché du travail a besoin.

Bon nombre des étudiants étrangers qui retournent dans leur pays d'origine deviennent des chefs d'entreprise, des dirigeants gouvernementaux ou universitaires ou encore des chefs de file du domaine culturel, créant ainsi des réseaux qui renforcent les liens économiques, diplomatiques et culturels du Canada avec l'étranger.

Le nombre d'étudiants étrangers qui fréquentent les universités canadiennes a enregistré une croissance constante au cours de la dernière décennie pour s'établir à environ 77 000 actuellement. Ces étudiants représentent sept pour cent des effectifs à temps plein au premier cycle et 18 pour cent des effectifs aux cycles supérieurs. Leur présence ajoute une dimension internationale à l'expérience d'apprentissage des étudiants canadiens. Les étudiants étrangers au Canada proviennent principalement de cinq pays, soit la Chine, les États-Unis, la France, l'Inde et la Corée du Sud.

Le nombre d'étudiants qui effectuent un séjour d'études à l'extérieur de leur pays augmente proportionnellement plus rapidement que le nombre d'étudiants étrangers au Canada, et certains pays investissent davantage que le Canada pour les attirer. Le Royaume-Uni a investi environ 50 millions de dollars sur deux ans; cette somme s'ajoute au financement de base du British Council, son principal organisme de marketing.

« Les étudiants étrangers contribuent de manière significative à la stimulation de l'économie canadienne. Leur présence aide à créer des milliers d'emplois et génère des recettes de plusieurs milliards de dollars. Notre gouvernement continuera de faire la promotion du Canada comme destination de choix pour les étudiants étrangers [...]. »

– **Stockwell Day, ministre du Commerce international**

Les étudiants étrangers contribuent pour plus de 6,5 milliards de dollars à l'économie canadienne, soit plus que les exportations de bois, de conifères et de charbon.

– **Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada**

Le Nouveau-Brunswick subira une baisse importante de sa population au cours des 10 prochaines années. L'arrivée d'étudiants étrangers à l'**Université de Moncton** (plus de 600 étudiants, soit 12 pour cent des effectifs) crée instantanément un bassin de personnes qualifiées – et souvent bilingues – qui peuvent apporter une contribution à la fois culturelle et économique à la province.

Le gouvernement australien investit approximativement 20 millions de dollars par année dans ses activités de marketing de l'éducation à l'étranger. Ces investissements rapportent. Le nombre d'étudiants chinois qui fréquentent les universités canadiennes s'élève actuellement à 15 000, ce qui est considérablement moins élevé qu'en Australie (51 000) et qu'au Royaume-Uni (49 000). Le nombre d'étudiants indiens dans les universités canadiennes a augmenté au cours des cinq dernières années et se chiffre actuellement à 2 800, ce qui est bien peu en comparaison de l'Australie (28 000) et du Royaume-Uni (27 000).

Des progrès ont été enregistrés grâce à l'initiative Édu-Canada, lancée par le gouvernement fédéral pour attirer des étudiants étrangers.

L'AUCC recommande au gouvernement fédéral d'investir dans une stratégie de recrutement d'étudiants étrangers à raison de 20 millions de dollars par année pendant cinq ans.

Cette stratégie comprendrait les éléments suivants :

- L'intensification des activités promotionnelles axées sur l'initiative Édu-Canada et l'excellence du système universitaire canadien, comme des activités ciblant les principaux marchés, des salons de l'éducation consacrés uniquement aux universités, la promotion des bourses Vanier et de la réforme de l'immigration ainsi qu'une présence accrue sur le Web;
- l'accroissement des ressources destinées au traitement des permis d'études;
- l'appui nécessaire à la création d'une initiative appelant la participation des parties intéressées pour coordonner et mettre en œuvre les activités de promotion et de sensibilisation pour le compte du secteur de l'éducation canadien;
- des fonds de démarrage pour permettre aux établissements d'effectuer des études de marché et des missions pilotes avant de pénétrer de nouveaux marchés d'étudiants étrangers;
- une collaboration entre les universités et le gouvernement fédéral visant l'établissement d'objectifs et de cibles de recrutement pour un certain nombre de pays.

Éducation postsecondaire aux Autochtones

Au cours des 10 prochaines années, 400 000 autochtones atteindront l'âge d'intégrer le marché du travail. Ils pourront contribuer grandement à soulager les pressions anticipées sur le marché du travail, en particulier dans les Prairies et les régions du Nord. Cependant, bien que le taux de croissance de la population de jeunes Autochtones soit trois fois supérieur à celui de la moyenne canadienne, le taux d'obtention de diplômes universitaires est trois fois moins élevé chez les Autochtones que la moyenne canadienne. Les Autochtones sont de plus en plus présents à l'université, mais l'écart entre leurs taux de réussite et ceux des non-Autochtones se creuse. Les Autochtones titulaires d'un diplôme universitaire bénéficient de revenus et de perspectives d'emploi analogues à ceux de leurs homologues non autochtones. Il n'est donc pas étonnant que le Cadre pour le développement économique des Autochtones du gouvernement fédéral fasse du développement du capital humain une priorité stratégique.

De nombreuses universités canadiennes ont mis sur pied, en collaboration avec des collectivités autochtones, des programmes qui aident à attirer des étudiants autochtones et leur apportent l'aide nécessaire pour réussir et terminer leurs études.

Parmi les étudiants étrangers qui fréquentent la **Vancouver Island University** de Nanaimo, 500 sont hébergés par des familles, ce qui stimule l'économie et permet à ces étudiants de partager leur culture et leurs expériences. Au sein de cette collectivité, victime du déclin des industries traditionnelles, la nouvelle économie du savoir est bien réelle et exerce une influence positive.

Les effectifs autochtones dans les universités sont passés de deux étudiants seulement en 1952 à 30 000 aujourd'hui.

Malgré le succès de ces programmes, il reste d'importants défis à relever. Si de nombreuses difficultés doivent être résolues aux niveaux primaire et secondaire, il est possible d'améliorer le taux d'obtention de diplômes universitaires chez les Autochtones. C'est d'autant plus important que de plus en plus d'Autochtones titulaires d'un diplôme universitaire sont requis pour remplir des rôles essentiels au sein de leur collectivité, notamment en enseignement, en soins infirmiers, en médecine, en comptabilité et en génie civil. Les investissements visant à accroître les taux d'inscription et d'obtention du diplôme chez les Autochtones auront un effet multiplicateur : l'augmentation du nombre de diplômés qui contribuent au succès de leur collectivité et servent de modèles auprès des jeunes favorisera la réussite aux niveaux primaire et secondaire, préparant ainsi un plus grand nombre de jeunes pour l'université.

Pour augmenter le nombre d'inscriptions et les taux d'obtention de diplôme chez les Autochtones, il faut créer des programmes d'aide financière qui leur sont spécifiquement destinés afin de les aider à couvrir les coûts de leur éducation. Les universités doivent également être en mesure de leur offrir des programmes scolaires et des programmes de soutien adaptés. De tels programmes nécessitent des ressources supplémentaires qui, dans la majorité des cas, ne sont pas comprises dans les subventions de fonctionnement provinciales destinées à l'enseignement en classe. Nombre de ces programmes ne bénéficient pas d'un financement durable à long terme, et le financement versé actuellement par le fédéral est insuffisant.

Le financement accordé par Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), qui vise précisément à aider les Indiens inscrits et les Inuits à payer leurs études, n'a pas augmenté au même rythme que la demande, les changements démographiques et la hausse des coûts. Le nombre d'étudiants universitaires autochtones bénéficiant d'une aide financière d'AINC est passé de 26 493 en 1996-1997 à 23 780 en 2006-2007. Étant donné les retombées économiques et sociales engendrées par les diplômés universitaires autochtones, il serait avantageux de veiller à ce que les étudiants qualifiés aient les moyens de fréquenter l'université.

L'AUCC recommande au gouvernement fédéral d'augmenter l'aide financière aux étudiants autochtones, d'investir dans des programmes et des services universitaires destinés aux étudiants autochtones et de créer un fonds qui servira à financer des projets pilotes permettant aux universités d'œuvrer avec les collectivités autochtones à l'augmentation des taux de réussite des élèves aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire. Pour la première année, l'AUCC recommande l'attribution d'un nouveau financement de 65 millions de dollars assorti d'une augmentation annuelle de 55 millions de dollars pendant les quatre années suivantes.

Augmentation de l'aide financière destinée aux étudiants autochtones

Le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire (PSENP) d'AINC est le principal mécanisme d'aide financière destinée aux étudiants autochtones. De 2001 à 2006, 10 588 étudiants des Premières nations inscrits ont vu leur demande d'aide financière refusée, même s'ils sont admissibles au PSENP. En 2007-2008 seulement, 2 858 étudiants admissibles n'ont pu entreprendre d'études postsecondaires en raison de la réduction du financement.

L'allocation moyenne versée par le PSENP s'élève à 12 316 de dollars. AINC procède actuellement à l'examen de ses programmes d'accès à l'éducation postsecondaire pour qu'ils s'inscrivent dans une démarche pangouvernementale. Les résultats de cet examen pourraient modifier le modèle de prestation de l'aide financière aux étudiants destinée spécifiquement et exclusivement aux Autochtones, mais il importe tout de même que le gouvernement fédéral poursuive ses investissements.

Le programme Arts & Science Transition de la **University of Saskatchewan** permet aux étudiants autochtones d'accéder à l'université même si les notes qu'ils ont obtenues à l'école secondaire ne satisfont pas aux critères d'admission. Les étudiants ont l'occasion de suivre, en petits groupes, des cours universitaires menant à l'obtention de crédits tout en prenant le temps de terminer leur 12e année ou d'améliorer les notes obtenues à l'école secondaire. Grâce à des programmes comme celui-ci, près de neuf pour cent des étudiants de la University of Saskatchewan se déclarent d'origine autochtone.

Le nombre d'étudiants autochtones qui reçoivent une aide financière d'AINC a diminué, passant de 26 493 en 1996-1997 à 23 780 en 2006-2007.

L'AUCC recommande de porter le montant consacré annuellement à l'aide financière destinée exclusivement aux Autochtones à 35 millions de dollars au cours du prochain exercice.

Cette augmentation permettrait à 2 800 étudiants autochtones de plus de recevoir une aide financière au taux actuel de financement par étudiant. Le budget de l'aide financière aux étudiants autochtones devrait atteindre 145 millions de dollars d'ici cinq ans afin de permettre à tout étudiant autochtone qualifié de recevoir une aide financière adéquate.

Investissement dans les programmes et services universitaires destinés aux étudiants autochtones

En 2006, l'AUCC a publié un rapport sur les programmes universitaires d'intégration et de soutien destinés aux étudiants autochtones : augmentation de l'effectif autochtone au sein du personnel universitaire et du corps professoral, recrutement d'étudiants autochtones, interventions précoces, politiques d'admission dynamiques, programmes de transition et de préparation, programmes d'extension des services universitaires, programmes d'études autochtones, services d'aide, aide financière aux étudiants, sensibilisation aux rapports interculturels et participation autochtone à la gouvernance universitaire.

Ces mesures de soutien entraînent des coûts. Le Programme d'aide aux étudiants indiens est l'unique source de financement accordé par le fédéral aux initiatives des universités destinées aux Autochtones. Ce programme ne suffit pas à couvrir les coûts des initiatives en cours, sans compter les nouveaux mécanismes de soutien qui seront nécessaires pour parvenir à augmenter les taux de participation aux études universitaires et d'obtention de diplôme chez les Autochtones. Puisque le Programme d'aide aux Indiens inscrits est soumis à l'examen des programmes d'éducation postsecondaire d'AINC :

L'AUCC recommande de remanier le Programme d'aide aux Indiens inscrits afin d'offrir une aide financière aux établissements qui offrent des programmes d'extension des services et de soutien à l'intention des étudiants autochtones, et de doubler le financement accordé dans le cadre du programme afin qu'il atteigne immédiatement 40 millions de dollars. Ce financement devrait par ailleurs passer à 150 millions de dollars annuellement d'ici cinq ans.

Hausse des taux de réussite aux niveaux primaire et secondaire

Les universités aident par divers moyens les collectivités autochtones à accroître les taux de réussite au primaire et au secondaire. Par exemple, elles envoient des étudiants de troisième et de quatrième années dans les collectivités autochtones pour agir comme ambassadeurs et modèles; elles organisent l'été sur leurs campus des camps destinés aux jeunes Autochtones; elles s'efforcent de former un nombre accru d'enseignants autochtones; elles aident les collectivités et les familles autochtones à mieux comprendre les coûts et les exigences liés à l'éducation postsecondaire et leur apprennent comment mettre de l'argent de côté pour les études et répondre aux exigences.

L'AUCC recommande la création d'un fonds pour des projets pilotes doté d'une enveloppe de 10 millions de dollars.

« Pour favoriser la réussite en éducation, les gouvernements fédéral, provinciaux et des Premières Nations ainsi que les universités doivent centrer leurs efforts sur les étudiants et leur réussite. »

– **Shawn A-in-chut Atleo, Chef national de l'Assemblée des Premières Nations**

Outre l'augmentation des investissements dans le Programme d'aide aux Indiens inscrits, la priorité pour 2010 devrait être d'aider les universités à mobiliser les collectivités autochtones et des partenaires du primaire et du secondaire afin de discuter de la manière dont les universités peuvent aider à enrayer les problèmes qui nuisent aux taux de participation aux études universitaires chez les Autochtones.

Conclusion

Au cours des dernières années, le gouvernement du Canada a su se montrer très prévoyant en effectuant des investissements essentiels dans la recherche, l'innovation et le savoir. Aujourd'hui, ces investissements rapportent. Les installations de recherche et d'enseignement bénéficient de rénovations majeures. Les taux d'inscription universitaire atteignent des sommets, et les étudiants sont de plus en plus nombreux à entreprendre une maîtrise ou un doctorat pour perfectionner leurs compétences. Les universités collaborent plus que jamais avec le secteur privé, les organismes à but non lucratif et les collectivités.

Alors que les signes de reprise économique se manifestent peu à peu, le gouvernement fédéral subit de plus en plus de pressions pour réduire ou reporter les nouveaux investissements et s'attaquer au déficit. Le Canada ne peut toutefois pas se permettre de perdre l'essor qu'il a créé. Le déficit est préoccupant, mais il est proportionnellement moins important que lors de la récession des années 1990. Il ne constitue pas une raison valable de ne pas tirer parti des investissements déjà réalisés et prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la productivité et la prospérité futures des Canadiens.

La récession mondiale a permis de constater que des décisions prises un peu partout dans le monde ont d'immenses répercussions au Canada. D'autres pays, dont certains des principaux concurrents du Canada, ont investi massivement dans l'enseignement supérieur, l'innovation et la recherche. Ils ont pris cette décision malgré une situation financière souvent bien plus alarmante que celle du Canada, car ils estiment que ces investissements permettront d'améliorer leurs perspectives économiques à long terme. Le Canada ne doit pas seulement investir au même rythme que ses concurrents : il doit autant que possible les surpasser afin de relever les défis de la productivité et des changements démographiques.

Le Canada est en meilleure position pour investir que ses concurrents. Il a les moyens d'en faire plus pour stimuler la capacité d'innovation et la créativité des Canadiens. Il a les moyens d'en faire plus pour attirer au pays des candidats étrangers talentueux. Le savoir, les compétences, la créativité, le talent et l'innovation se déplacent, et il est possible de faire du Canada leur destination.

Les recommandations de l'AUCC présentent des solutions aux difficultés qui se profilent à l'horizon. Elles permettront à un plus grand nombre de Canadiens de réaliser leur plein potentiel de créativité et d'innovation et de mettre leurs compétences au service de leur pays. Elles permettront également d'attirer davantage de travailleurs hautement qualifiés de l'étranger. Elles favoriseront l'innovation partout au Canada ainsi que la création de produits, de services et de processus qui stimuleront la productivité. Elles permettront de former en plus grand nombre les travailleurs hautement qualifiés dont le pays a besoin pour maintenir sa prospérité économique actuelle. Elles contribueront à réduire l'écart dans les taux d'obtention de diplôme entre les Autochtones et les non-Autochtones, donnant ainsi à plus d'Autochtones l'occasion de réaliser leur potentiel et de participer pleinement à la vie économique du Canada.

« Vous devez réduire les coûts lorsque c'est nécessaire, et investir intelligemment ce qui reste afin de stimuler la croissance... Le moment est venu de prendre les décisions qui stimuleront l'innovation, votre croissance et la croissance de l'économie. »

– **Steve Ballmer, président et chef de la direction de Microsoft**

Ces recommandations visant la recherche, le recrutement d'étudiants étrangers et l'éducation aux Autochtones s'inscrivent dans la continuité des objectifs énoncés par le gouvernement. Elles ont pour but de concrétiser des priorités relatives à l'innovation et à la productivité que de nombreux groupes d'experts exhortent le Canada d'adopter. Elles sont pleinement chiffrées, réalistes et réalisables et constituent un investissement dans notre avenir collectif.

Les universités contribuent déjà grandement à leur collectivité et au Canada. Elles forment des diplômés qualifiés qui appliquent des idées et des méthodes novatrices dans tous les secteurs de l'activité économique. La recherche universitaire touche tous les aspects de la vie des Canadiens. Malgré les difficultés qu'elles ont dû traverser en raison de la récession, les universités sont prêtes à accroître encore davantage leur contribution.